

Table des matières

Sommaire	5
-----------------	---

L'EXPERTISE JUDICIAIRE COMPTABLE : ASPECTS THÉORIQUES

Introduction générale à la procédure civile et à l'expertise <i>Dominique MOUGENOT</i>	9
--	---

I^{re} PARTIE

PRINCIPES GÉNÉRAUX DE LA PROCÉDURE CIVILE ET DE LA PREUVE	9
---	---

Chapitre I. Principes généraux de la procédure civile	9
---	---

Section 1. Le droit au procès équitable	9
---	---

Section 2. Publicité des audiences	10
------------------------------------	----

Section 3. Rôle respectif du juge et des parties dans le déroulement du procès	11
---	----

§ 1. Principes	11
----------------	----

§ 2. La fixation des limites du litige	12
--	----

§ 3. La direction du procès	13
-----------------------------	----

§ 4. La tâche juridictionnelle du juge	14
--	----

§ 5. L'accord procédural	15
--------------------------	----

§ 6. Conséquences pour l'expertise	15
------------------------------------	----

Section 4. Procédure écrite et orale	17
--------------------------------------	----

Section 5. Principe du contradictoire – Respect des droits de la défense – Égalité des armes	17
---	----

Section 6. La loyauté procédurale	20
-----------------------------------	----

Section 7. Le principe de célérité et d'économie de procédure	21
--	----

Chapitre II. Les règles préliminaires du Code judiciaire	22
--	----

Section 1. Le droit commun de la procédure (article 2)	22
--	----

§ 1. Principe	22
---------------	----

§ 2. Exceptions au principe de l'application générale du Code judiciaire	23
---	----

Section 2. L'interdiction du déni de justice	23
--	----

Section 3. L'interdiction de statuer par voie de disposition générale	24
--	----

Chapitre III. Les preuves	25
Section 1. Principes	25
§ 1. Charge de la preuve et administration de la preuve	25
§ 2. Le rôle du juge dans l'administration de la preuve	26
Section 2. Les procédures d'administration de la preuve prévues par le Code judiciaire	27
Chapitre IV. L'expertise au sein du procès civil	27
Section 1. Qu'est-ce qu'une expertise judiciaire?	27
Section 2. Où se situe l'expertise dans le procès civil?	28
II ^e PARTIE	
L'EXPERTISE NON JUDICIAIRE	30
Chapitre I. L'expertise parmi d'autres institutions proches	30
Section 1. L'arbitrage	30
§ 1. Définition	30
§ 2. Comparaison avec l'expertise	30
§ 3. Procédure	31
Section 2. La tierce décision obligatoire	31
§ 1. Définition	31
§ 2. Comparaison avec l'expertise et l'arbitrage	32
§ 3. Procédure	32
Chapitre II. L'expertise amiable	33
Section 1. Définition	33
Section 2. Comparaison avec l'expertise judiciaire	33
§ 1. Différences	33
§ 2. Ressemblances	33
Section 3. Modalités de l'expertise amiable	34
§ 1. Nombre d'experts	34
§ 2. Mission de l'expert (des experts)	34
§ 3. Procédure	34
§ 4. Coût	36
III ^e PARTIE	
L'EXPERTISE JUDICIAIRE	36
Chapitre I. Sources législatives	36
Chapitre II. Statut de l'expert	37
Section 1. Statut de l'expert (généralités)	37
§ 1. Absence de règles organisant la fonction	37
§ 2. Incompatibilités	38

§ 3. Langue de l'expert	38
§ 4. L'expert est une personne physique	38
Section 2. Indépendance de l'expert	38
§ 1. Indépendance de l'expert par rapport au juge	38
§ 2. Indépendance de l'expert par rapport aux parties	39
§ 3. L'expert n'est pas partie au procès	39
Section 3. Fonction de l'expert	40
§ 1. Nature de la fonction de l'expert	40
§ 2. Caractère technique de sa mission	40
§ 3. Caractère personnel de la mission	41
§ 4. Pouvoirs d'investigation de l'expert	41
Chapitre III. Caractère subsidiaire de l'expertise	42
Section 1. Principe	42
Section 2. Refus de l'expertise	43
§ 1. Absence de commencement de preuve apporté par le demandeur	43
§ 2. Absence de pertinence des points susceptibles d'être établis par expert	43
§ 3. Disparition des éléments de preuve due à l'écoule- ment du temps	44
§ 4. Coût disproportionné de l'expertise	44
Section 3. Alternatives à l'expertise	44
§ 1. Description des alternatives possibles	44
§ 2. L'expertise simplifiée	45
Chapitre IV. La désignation de l'expert et la mise en route de l'expertise	47
Section 1. La désignation de l'expert	47
§ 1. Mode de désignation	47
§ 2. Appel de la décision désignant l'expert	49
§ 3. Effets de la décision désignant l'expert	49
§ 4. Qui peut-on désigner?	50
§ 5. Contenu de la décision	51
Section 2. La mise en route de l'expertise	52
Section 3. La réunion d'installation	53
§ 1. Mécanisme	53
§ 2. Critique du système	54
Section 4. Communication du dossier à l'expert et collaboration des parties à l'expertise	55
§ 1. Communication du dossier	55
§ 2. Collaboration des parties à l'expertise	56

§ 3. Sanction	56
Section 5. Délai de l'expertise	56
Chapitre V. Déroulement de l'expertise	57
Section 1. Les réunions d'expertise	57
Section 2. Les rapports intermédiaires semestriels	58
Section 3. La conciliation	58
Section 4. Assistance de tiers	59
Section 5. Audition de témoins par l'expert	59
Section 6. Incidents	59
§ 1. Contrôle du juge	59
§ 2. Remplacement de l'expert	61
§ 3. Comparution en cours d'expertise d'une partie défaillante	63
§ 4. Intervention forcée durant l'expertise	63
Chapitre VI. Rapport	64
Section 1. Préliminaires – Avis provisoire de l'expert	64
§ 1. L'expression de l'avis de l'expert dans les préliminaires	65
§ 2. Les observations des parties	65
Section 2. Rapport final	66
Section 3. Appréciation du rapport par le juge	67
Section 4. Nullités et sanctions	67
§ 1. Nullité	67
§ 2. Inopposabilité du rapport aux parties	69
§ 3. Écartement de tout ou partie du rapport	70
Section 5. Expertise nouvelle et complément d'expertise	70
Section 6. Langue du rapport	70
§ 1. Langue du rapport d'expertise	70
§ 2. Langue des pièces et annexes	71
§ 3. Langue utilisée dans la correspondance et au cours des réunions	71
Section 7. Notification de la décision statuant sur le rapport	72
Chapitre VII. Provision et honoraires	72
Section 1. Provision	72
§ 1. Régime légal	72
§ 2. Partie tenue de verser la provision	77
Section 2. Fixation des frais et honoraires	79
§ 1. Procédure	79
§ 2. Critères d'évaluation	82

§ 3. Partie tenue de supporter les honoraires	84
Section 3. Adjudication définitive des frais	84
Section 4. Assistance judiciaire	85
Chapitre VIII. Responsabilité de l'expert	86
Section 1. Généralités	86
Section 2. Conditions	86
§ 1. Faute	86
§ 2. Dommage	87
§ 3. Lien de causalité	88
Section 3. Responsabilité pénale	89
Section 4. Prescription	89
 IV ^e PARTIE	
DÉONTOLOGIE DE L'EXPERT JUDICIAIRE	89
Chapitre I. Généralités	89
Chapitre II. Le secret professionnel	90
Section 1. Secret professionnel et devoir de discrétion	90
Section 2. Conséquences du secret professionnel de l'expert	91
Chapitre III. L'impartialité	92
Section 1. L'indépendance et l'impartialité	92
Section 2. Les causes de récusation	93
Section 3. La procédure de récusation	96
 La procédure pénale et le droit pénal	 99
<i>Nathalie COLETTE-BASECQZ et Noémie BLAISE</i>	
Chapitre I. Introduction à la procédure pénale	99
Section 1. Les principes directeurs de la procédure pénale	99
§ 1. Le principe de légalité	99
§ 2. Le droit à un procès équitable	100
§ 3. La présomption d'innocence et le droit au silence	100
§ 4. Les droits de la défense	102
§ 5. Une procédure à la fois accusatoire et inquisitoire	102
§ 6. La publicité des débats	103
§ 7. Le délai raisonnable	103
§ 8. Le double degré de juridiction et la motivation des décisions	105
§ 9. Le droit à la liberté individuelle	106
§ 10. Le droit au respect de la vie privée	107

§ 11. L'égalité et la non-discrimination	108
Section 2. La distinction entre l'action publique et l'action civile	108
§ 1. L'action publique	110
§ 2. L'action civile	118
Section 3. Les figures rencontrées dans la mise en œuvre du droit pénal	120
§ 1. Les personnes impliquées dans le procès pénal	120
§ 2. Les principaux acteurs des poursuites	121
§ 3. Les juridictions	123
Section 4. Les différentes phases du procès pénal	125
§ 1. La phase préparatoire	125
§ 2. La phase de jugement	142
Section 5. Spécificités de l'expertise en matière pénale	143
§ 1. Notions	143
§ 2. Caractère contradictoire de l'expertise	145
Chapitre II. Les éléments constitutifs de l'infraction	151
Section 1. L'élément légal	151
§ 1. Principe de la légalité des incriminations et des peines	151
§ 2. Les causes de justification objective	151
§ 3. L'état de nécessité	152
Section 2. L'élément matériel	155
§ 1. Les modes d'exécution de l'infraction	155
§ 2. La tentative punissable	156
Section 3. L'élément moral	160
§ 1. Le dol général	162
§ 2. Le dol spécial	162
§ 3. La faute	163
§ 4. Le concours du dol et de la faute (les infractions <i>praeter-intentionnelles</i>)	165
Chapitre III. L'imputabilité physique de l'infraction	166
Section 1. Les sujets de l'infraction	166
§ 1. Personnes physiques	166
§ 2. Personnes morales	166
Section 2. Les auteurs et les participants	175
§ 1. Les auteurs	175
§ 2. Les participants	175

Chapitre IV. L'imputabilité morale de l'infraction	182
Section 1. La capacité pénale et l'exercice répréhensible des facultés mentales	182
Section 2. Les causes générales de non-imputabilité morale	183
§ 1. La contrainte	184
§ 2. L'erreur invincible	185
§ 3. L'effet de l'erreur fautive sur la culpabilité de l'agent	185

L'EXPERTISE JUDICIAIRE COMPTABLE : ASPECTS PRATIQUES

L'expertise judiciaire en matière civile en pratique	189
<i>Victor COLLIN</i>	
Chapitre I. La « phase d'installation »	190
Section 1. Désignation	190
Section 2. Réunion d'installation	191
Chapitre II. La « phase de réalisation »	194
Section 1. La mission	194
Section 2. Le juge chargé du suivi de l'expertise	195
Section 3. Communication de documents	196
Section 4. Réunions techniques	196
Section 5. Dossier de travail	197
Section 6. Respect du contradictoire	197
Section 7. Délais	198
Section 8. Comparution à une audience	199
Section 9. Provision	200
Section 10. Rapports intermédiaires	200
Section 11. Avis provisoire	201
Chapitre III. La « phase de clôture »	202
Section 1. Réunion de conciliation	202
Section 2. Rapport final d'expertise	203
Section 3. État d'honoraires et frais	205
Section 4. Communication du jugement définitif	205

Cas d'applications d'expertises comptables civiles et commerciales 207

Pascal LAMBOTTE

Chapitre I. Évaluation de société	207
Section 1. La mission	207
Section 2. Rappel des faits	208
Section 3. Évaluation	208
§ 1. Méthode basée sur les actifs : l'actif net corrigé (A.N.C.)	210
§ 2. Méthode fondée sur la capitalisation de flux	212
§ 3. Méthode composite : actif net corrigé (ANC) + <i>goodwill</i> (GW)	214
§ 4. Méthodes forfaitaires	215
Chapitre II. Rupture abusive de concession : évaluation du préjudice	217
Section 1. La mission	217
Section 2. Rappel des faits	218
Section 3. Évaluation	218
Chapitre III. Examen de la régularité d'une comptabilité	222
Section 1. La mission	222
Section 2. Rappel des faits	222
Section 3. Évaluation	222

L'expertise pénale judiciaire en matière comptable et financière 229

Olivier DEBLINDE, Philippe SWENNEN et Dominique DAUE

Chapitre I. Chronologie et méthodologie de l'expertise comptable pénale	229
Section 1. Ouverture du dossier au parquet	230
§ 1. Remarques introductives	230
§ 2. Le dossier de faillite	231
§ 3. Dossier de constitution de partie civile	232
§ 4. Autres dossiers financiers	233
§ 5. Le curateur de la faillite	233
Section 2. La mise à l'instruction et le rôle du juge d'instruction pour un dossier Ecofin	234
Section 3. La prescription de devoirs par le magistrat à l'enquêteur et le rôle de ce dernier	235

Section 4. L'expertise comptable et financière et l'expert judiciaire pénal	236
§ 1. L'existence et le rôle de l'expert	236
§ 2. Qui peut être expert? Qui est expert?	237
§ 3. Désignation de l'expert	238
§ 4. Limites générales des interventions de l'expert	238
§ 5. L'assistance de l'expert aux perquisitions	239
§ 6. L'assistance de l'expert aux auditions	240
§ 7. L'intervention des collaborateurs de l'expert	241
§ 8. La collecte des pièces par l'expert	242
§ 9. Le rapport d'expertise	244
§ 10. Les honoraires de l'expert pénal en matière financière	245
§ 11. Le contradictoire dans l'expertise pénale financière	246
§ 12. Les auditions des témoins, prévenus et inculpés par l'expert (auditions techniques d'expertise)	249
§ 13. La clôture du dossier d'enquête financière	250
§ 14. La décision de renvoi devant la chambre du conseil	250
§ 15. L'audience correctionnelle	251
Section 5. Les principales rubriques du bilan et les infractions qui leur correspondent	251
§ 1. Introduction	251
§ 2. Les comptes d'actif	253
§ 3. Les comptes de passif	255
§ 4. Les comptes de résultats	256
Section 6. Quelques possibilités d'infractions	258
§ 1. Au niveau du plan financier	258
§ 2. La constitution de la société	258
§ 3. Le blanchiment	259
§ 4. L'abus de biens sociaux	262
§ 5. Criminalité organisée	269
Chapitre II. Considérations générales relatives à la problématique de l'expertise informatique	270
Section 1. De l'importance du numérique et de sa persistance	271
Section 2. Des données informatiques	273
Section 3. Des traces informatiques	273
Section 4. Les grandes étapes de la conduite d'une expertise informatique	274
Conclusion	275

